



N° 100  
12 mars 2021



## Veille d'information du CCAS de Marseille

COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

### Loi de simplification de l'action publique : des précisions sur la nouvelle procédure anti-squat

Suite aux affaires dont la résonance médiatique a montré la précarité des victimes de squat de leur domicile, notamment les personnes âgées, la loi a été durcie dans un **sens favorable aux occupants légitimes**. Une circulaire a été publiée visant à préciser les nouvelles règles applicables à la **procédure administrative d'évacuation en cas d'occupation illicite du domicile d'autrui par un tiers**.

[Circulaire du 22 janvier 2021 relative à la réforme de la procédure administrative d'évacuation forcée en cas de « squat », mise en ligne du 4 février 2021](#)

### La CNCDH se penche sur les rapports entre police et population

Partant du constat que la France se situe dans le tiers inférieur des pays de l'Union européenne en termes de confiance de la population envers sa police et compte-tenu des difficultés pour les policiers d'exercer au quotidien sereinement leurs missions, **la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) émet un avis qui pourrait faire date**. La CNCDH part du constat de l'obligation pour un état de droit de disposer d'une police républicaine et préconise notamment d'améliorer la formation et l'encadrement de la police, de restaurer une police de proximité ou encore d'améliorer l'accueil des usagers, tout en renforçant le contrôle des forces de l'ordre.

[Avis sur les rapports entre police et population : rétablir la confiance entre la police et la population, JO n° 45 du 21 février 2021, texte n° 43](#)

ECONOMIE - EMPLOI - TRAVAIL - CHOMAGE

### CNCDH : l'état d'urgence sanitaire et le respect des droits fondamentaux des travailleurs

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a rendu un avis valant **déclaration sur les droits des travailleurs pendant l'urgence sanitaire et le bouleversement qui s'en est suivi**. Elle pointe en particulier le déficit de dialogue social et l'immixtion de la sphère professionnelle dans la vie privée. Elle rappelle également **les principes généraux de prévention des risques professionnels et leur caractère subsidiaire** induisant que la meilleure des préventions est de supprimer le risque. Une lecture intéressante pour prendre la hauteur nécessaire à la prise sereine de décisions impactant le destin des travailleurs.

[Déclaration sur les droits fondamentaux des travailleurs pendant l'état d'urgence sanitaire \(D - 2021 - 1\), CNCDH, JO n° 39 du 14 février 2021, texte n° 50](#)

### Étude sur le télétravail : DRH ou agents intéressés par la Qualité de Vie au Travail, donnez votre avis

L'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) réalise actuellement une étude d'envergure sur le télétravail dans les secteurs public et privé afin de proposer des pistes d'amélioration en matière de Qualité de Vie au Travail (QVT).

[Enquête pour mesurer l'évolution du télétravail, Préventica, 2 mars 2021](#)

### Publication du rapport 2019 du référent déontologue du ministère de l'intérieur

Le référent déontologue ministériel a récemment publié son rapport annuel. Son étude est particulièrement intéressante au titre du retour d'expérience dans la mesure où elle traite essentiellement de l'obligation de mettre en place un référent déontologue et **dresse un bilan de la première année d'activité (2019)**. Le déontologue du ministère de l'intérieur, Christian Vigouroux, rappelle que « *la déontologie, dans tous les domaines de l'action publique, suppose calme, exemplarité et discernement.* »

[Rapport annuel du référent déontologue ministériel - 2019, Ministère de l'intérieur, 4 février 2021](#)

### L'OFGL publie son rapport 2020

L'Observatoire des Finances et de la Gestion Publique locale (OFGL) vient de publier **son rapport d'activité 2020 ainsi que les projections pour 2021**. Dans cette année hors norme, l'OFGL recense les faits marquants puis réalise une présentation de l'Observatoire, qui est un organe de réflexion et de partage de l'information et des données. À noter un focus très intéressant sur l'activité des CCAS et CIAS pendant la période de la crise sanitaire et sociale et une information édifiante : **près de 50 % des CCAS-CIAS ont disparu entre 2007 et 2019**. Il n'en reste aujourd'hui plus que 15 000 sur le territoire, qui emploient 126 000 agents.

[" OFGL : Bilan 2020 et perspectives 2021 ", collectivites-locales.gouv.fr, 24 février 2021](#)

### « JF2025 » : un nouveau projet stratégique pour la Cour des comptes

**Après 215 ans d'existence**, la juridiction financière réfléchit à son avenir en se considérant à la croisée des chemins. La Cour des comptes a publié un rapport qui définit **40 orientations**, émaillées d'exemples concrets et organisées autour de **trois axes**. Des objectifs sont par ailleurs fixés avec des délais de mise en œuvre de ces orientations, dont certaines interviendront dès 2021 : « *créer une plateforme de recueil des signalements de citoyens lanceurs d'alerte* », « *valoriser toutes publications de la Cour* », etc.

[JF2025, le nouveau projet stratégique des juridictions financières, Cour des Comptes, 4 février 2021](#)